

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie dans la zone rouge

La mise à l'arrêt des capacités nationales de production agricole a engendré un véritable désencrage de l'appareil agroindustriel de son amont agricole. L'adoption par l'Etat d'une politique économique favorisant l'importation est l'une des principales causes de ce dysfonctionnement qui risque d'aggraver le phénomène de la dépendance alimentaire de l'Algérie.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le fossé existant entre les agriculteurs et les professionnels de l'industrie agroalimentaire a accentué davantage le problème de dépendance de l'Algérie. Notre pays a vu sa facture d'importation des produits alimentaires passer de 2,6 milliards de dollars en 2003 à presque 5 milliards de dollars en 2007.

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), M. Réda Hamiani, a déclaré dans son discours

inaugural que «malgré tout le volontarisme qui a empreint la politique économique, suivie jusque-là par l'Etat, cela n'a pas empêché le développement des importations alimentaires au détriment du produit qui pouvait être fourni par le marché local». Il cite à titre d'exemple le problème de la prise en charge de la filière lait qui dépend quasiment de l'importation de la poudre de lait dont les prix sont toujours soutenus par l'Etat. «La production du lait cru,

qui atteindrait 2,5 milliards de litres en 2008, ne trouve de réseau de collecte organisé que pour 650 000 litres», a-t-il précisé. Les besoins importants pour la transformation de la viande ovine ne sont pas pris en charge, a-t-il ajouté.

Le président du FCE a estimé que «la situation de dépendance alimentaire dans laquelle se trouve actuellement notre pays appelle des mesures courageuses et déterminantes des pouvoirs publics et un engagement réel des acteurs économiques». C'est la démarche qu'a prônée aussi le président de la Chambre nationale d'agriculture, M. Oued El-Hocine, qui a attiré l'attention sur le problème du recours à l'importation des produits semi-

finis par les professionnels de l'industrie agroalimentaire. Il a appelé ces derniers à investir dans la production des intrants pour ne plus dépendre de la volonté des marchés internationaux qui grimpent au gré des grandes firmes spécialisées dans le domaine.

Il faut jeter de nouvelles passerelles

Jeter de nouvelles passerelles entre les agriculteurs et les professionnels de l'industrie agroalimentaire s'avère plus que nécessaire pour M. Hamiani qui a déclaré que «les acteurs économiques des deux secteurs se sentent aujourd'hui interpellés par cet impératif et veulent commencer des axes d'une démarche visant à impulser une nouvelle

dynamique d'intégration». C'est à ce souci qu'ont tenté de répondre les professionnels des deux secteurs en organisant la rencontre d'hier dont l'une des visées est de «donner un sens concret au concept de la sécurité alimentaire». A cet effet, «des solutions adaptées aux besoins des secteurs agricole et agroalimentaire doivent être trouvées, notamment en matière de disponibilité du foncier», a insisté, par ailleurs, le président du FCE. M. Omar Aït Amar, chargé des études au ministère de l'Agriculture, a indiqué pour sa part que sur les 238 millions de terres agricoles, il n'y a que 8,4 millions d'hectares de terres cultivables, qui représentent un taux de 3,5%.

Le conférencier a également noté que seulement 1,2 million d'hectares (15%) de la surface agricole utile sont à potentialités agronomiques appréciables. Une grande partie des terres agricoles est située au nord du pays. «L'avancée anarchique et grandissante du béton sur le peu de terres

fertiles existantes va à contresens de la politique de l'Etat pour lutter contre la dépendance alimentaire de l'Algérie», a fait remarquer M. Hocine Abdelghafour, chargé des études au département de Saïd Barkat. Ce dernier a estimé qu'il faut lutter contre l'urbanisation en milieu agricole. «Les terres agricoles doivent être sauvegardées si l'on veut relancer sérieusement ce secteur. Dans le cas contraire, chacun devra assumer les conséquences de ce qui découlera de l'urbanisation de ces terres», a-t-il averti.

«Les agriculteurs devraient également être soutenus par l'Etat. Celui-ci devrait privilégier les petits producteurs agricoles locaux aux grandes firmes étrangères», ont suggéré les initiateurs de la rencontre. La difficulté de l'accès aux crédits bancaires est l'un des problèmes soulevés par certains agriculteurs, en marge de cette rencontre qui s'achèvera aujourd'hui.

L. M.

MARCHÉ DU MÉDICAMENT

Vers une anarchie et une faillite des officines

«L'industrie et le marché du médicament en Algérie sont dans un état de dérive générale. Les prix administrés aux médicaments, la place du générique dans les ventes, la politique de remboursement, la production nationale, les tarifs de référence et les marges bénéficiaires accordées aux pharmaciens, sont autant de questions qui connaissent actuellement un dysfonctionnement alarmant et susceptible de mener le secteur à une impasse et une clocharisation sans doute de tout le marché du médicament.»

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - C'est en conclusion ce qui ressort de la conférence animée hier au forum *El Moudjahid* par le vice-président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOP), le D^r Lotfi Benbahmed, également chargé de la distribution. Vaut mieux tard que jamais, le CNOP a finalement décidé de rompre le silence et de dévoiler à l'opinion publique la mauvaise gestion et notamment les mauvaises décisions qui régissent le secteur du médicament. Le conférencier déplore sa mise à l'écart par le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière dans l'élaboration du projet de l'arrêté interministériel

fixant la liste des tarifs de référence ainsi que le projet de décret fixant les marges bénéficiaires. Les deux moutures, si elles sont appliquées, affirme M. Benbahmed, «vont conduire le secteur du médicament à la dérive et à la faillite». Alors que les nouveaux tarifs de référence devaient intervenir sur la base des génériques qui se substituent aux principes, ceux-là sont introduits dans le projet du MSRH selon la classe thérapeutique. Ce qui veut explicitement dire que le pharmacien ne pourra pas vendre les médicaments de substitution et sera contraint de pénaliser le patient ou lui imposera un produit cher et partiellement remboursable.

Inévitablement, cette mesure aura un impact direct sur le choix des médicaments commercialisés. «Les pharmaciens seront obligés de continuer à vendre des principes et les génériques importés, car même sur ce plan, les marges bénéficiaires sont libres pour les médicaments importés et sont administrés pour la production locale», atteste le conférencier qui exige, à cet effet, la révision des marges bénéficiaires en prenant en considération les propositions du CNOP. «Les marges proposées dans la nouvelle loi sont incohérentes. Elles sont de 19% sur le prix d'achat soit 15.9% sur le prix de vente, avec des charges minimisées à 10%». Avec cette réévaluation, les revenus des pharmacies enregistreront une baisse de 26,25%, ajoutée, en toute évidence à la baisse du chiffre d'affaires de ces officines en raison de la réduction de la liste des médicaments commercialisés. L'Etat croit pouvoir baisser l'enveloppe du médicament, mais ne sait pas que cette politique va avoir un impact négatif sur la disponibilité du médicament», avertit M. Benbahmed, signalant que la baisse des marges bénéficiaires pour la production locale va également se répercuter sur le marché du générique que l'Etat veut développer. Faut-il le préciser, la production locale est évaluée à 30% du marché avec un taux de production en générique de 96%. Un véritable problème de disponibilité et d'accessibilité au médicament va se poser, selon l'orateur, dans les prochains mois en Algérie. Une

fenêtre sera ainsi ouverte, en raison du manque de transparence des politiques publiques en la matière, à la spéculation, au trafic et à la contrefaçon. En fragilisant les marges bénéficiaires, les officines seront poussées à vendre des produits sans ordonnances et vendre les psychotropes.

Les médicaments importés par l'Algérie vendus dans les marchés de Oujda

Cela équivalait également à encourager le détournement des médicaments importés par l'Algérie vers le pays voisin qui est le Maroc. Le vice-président du CNOP a, en effet, dévoilé hier l'existence d'un important réseau de détournement à l'ouest du pays. «L'Algérie importe des médicaments par ses cercles officiels mais qui ne sont pas commercialisés localement. Ces médicaments se vendent dans les marchés du Maroc, à Oujda exactement, à des prix trois fois moins chers que ceux appliqués par nos officines», a-t-il déclaré. La défaillance du système de sécurité sociale au Maroc où le remboursement du médicament n'est pas généralisé a incité les commerçants à trouver des alternatives, comme celle d'acheter en entier certains produits commercialisés par les officines de l'Ouest du pays, notamment Maghnia et Tlemcen. C'est ainsi, souligne le conférencier, que les réseaux ont été créés avec la complicité des importateurs algériens et parfois des fournisseurs».

R. M.

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Des industriels s'engagent

18 entreprises, issues de différents secteurs d'activité, ont signé hier des contrats de performance environnementale avec le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère en présence du ministre Chérif Rahmani et des patrons des groupes industriels concernés.

Ces contrats de performance ont une finalité explicite, celle de mettre en exergue l'engagement des responsables des entreprises à élaborer un programme de dépollution. Ce programme, dont la mise en œuvre s'étalera sur trois ans, permettra de hisser ces groupes industriels au rang d'entreprises respectueuses des normes environnementales, à travers, notamment, la diminution des émissions à effet de serre ainsi que la réduction des déchets solides et liquides issus de l'industrialisation. Selon Chérif Rahmani, il s'agit principalement d'enraciner la culture de l'environnement au sein des entreprises et contribuer ainsi à préserver la nature.

Pour le ministre, «l'Algérie est en bonne voie en ce qui concerne la protection de l'environnement».

Cela s'est traduit, selon ses affirmations, par la certification de 25 entreprises à la norme Iso sur le management environnemental et 25 autres en instance d'obtention de cette certification, auxquelles s'ajoutent une centaine de contrats de performance environnementale signés précédemment avec des entreprises.

Lotfi M.

Des spécialistes pour des laboratoires d'analyses ?

Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens a dénoncé la décision prise par le ministère de la Santé d'accorder l'agrément d'ouverture des laboratoires d'analyses médicales à des mono spécialistes. «Nous faisons face à un véritable problème de santé publique. C'est une dérive dangereuse qu'il faut éviter», a signalé M. Benbahmed. Ce dernier attire l'attention des pouvoirs publics sur les conséquences de l'exécution d'une telle décision. «C'est comme si on demandait à un pédiatre d'ouvrir un cabinet d'ophtalmologie», illustre-t-il, en qualifiant de scandaleux cet arrêté ministériel.

R. M.

Benachenhou pour un fonds souverain

Présent à la rencontre organisée par le FCE et la Chambre nationale d'agriculture, le professeur Abdelatif Benachenhou s'est dit favorable à la création d'un fonds souverain par l'Algérie.

«Il faut mettre 10% au moins des bénéfices engrangés par l'exportation des hydrocarbures pour prémunir notre pays contre une éventuelle crise financière.» Benachenhou a affirmé que l'Algérie connaît ces dernières années une appréciable croissance qui demeure, toutefois, faible et surtout volatile.

L. M.